



Conférence de presse du 7 mai 2008

Quan-Vinh Nguyen

Président du FIMM-Fribourg

Toute décision- aussi éclairée soit-elle comporte un risque considérable d'erreurs. Si l'enjeu d'une décision est important, les conséquences des erreurs qui en résultent sont d'autant plus sérieuses.

En proposant au peuple suisse de décider elle-même sur la naturalisation de ses concitoyens étrangers, l'UDC ouvre la voie à l'arbitraire et ne rend pas du tout service à la société suisse et à l'image de la Suisse dans le monde. Parce que

1) Le peuple serait amené à commettre des erreurs d'appréciation avec des conséquences imprévisibles.

Si l'exécutif d'une commune commet une erreur, il sera sanctionné à la prochaine élection.

Si le gouvernement cantonal commet une erreur, on pourra faire de même. Mais si le peuple commet une erreur, les conséquences humaines seront irréparables, car qui serait à même de lui montrer le juste chemin ?

2) Les résultats des votations ne reflèteraient pas la vraie volonté des citoyens. Ils seraient biaisés par une mobilisation importante d'une minorité xénophobe qui déformerait la vraie volonté populaire. Les manœuvres xénophobes répétées de cette minorité portent atteinte à l'image de la Suisse dans le monde.

3) Chaque votation pourrait constituer une source de conflits entre les citoyens, entre les membres d'une même famille. Des ressentiments, des agressivités pourraient naître, réactivés lors des discussions. Ces sentiments négatifs ne constituent pas une base sereine et respectueuse des valeurs humaines pour projeter la Suisse dans l'avenir.



4) **Les ressources non-illimitées des citoyens seraient détournées à des fins secondaires.** Elles seront moins disponibles pour d'autres affaires plus importantes du pays.

5) **La banalisation des votations populaires par des manœuvres populistes xénophobes.** La votation populaire est - hormis l'occasion pour le souverain d'exercer ses droits - aussi formatrice et instructive. Elle permet au citoyen suisse d'acquérir de nouvelles connaissances sur sa région, son pays et le monde. Il n'en sera rien avec les naturalisations par les urnes.

Au lieu de se concentrer dans son rôle de garant de la démocratie, le peuple serait amené à assumer le travail d'un simple exécutif.

En résumé, la naturalisation par les urnes proposée par l'initiative UDC - hormis ses aspects juridiques contestés et son utilité incertaine - en exposant le peuple et la démocratie à des risques inutiles, constitue un danger potentiel important.

Compte tenu de tout ce qui précède, le FIMM-Fribourg - association faîtière regroupant 28 associations des migrants du canton de Fribourg- recommande, en association et en solidarité avec le FIMM-Suisse- un **rejet claire de l'initiative de l'UDC « pour des naturalisations démocratiques ».**